MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
N° 2 – octobre 2024

Perspectives économiques 2024 - 2025 de la zone

A l'occasion des assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale, le FMI a publié le 22 octobre une nouvelle édition de son *World Economic Outlook*, sous le titre « *Policy pivot, rising threats* ». Le FMI constate que l'inflation mondiale recule, même si elle reste élevée dans les services. Elle devrait atteindre globalement 3,5 % à la fin de l'année prochaine (et se stabiliser à 2 % dans les économies avancées).

La croissance mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2024 et en 2025, et rester faible sur les cinq prochaines années autour de 3,1% (rappel : la moyenne 2006-2015 était de 3,6 %). S'agissant du commerce international, il devrait également progresser de 3,2 % en 2024 et 2025, le commerce intrarégional compensant le recul du commerce de bloc à bloc.

Le FMI appelle à opérer un triple changement de cap dans les politiques économiques.

- Politique monétaire : assouplissement. Depuis juin la plupart des banques centrales ont commencé à baisser les taux d'intérêt.
- Politique budgétaire : consolidation. La dynamique de la dette publique est inquiétante.
- Politique structurelle : nécessité de relancer les réformes favorables à la croissance et à la productivité à long terme.

Pour la zone euro, la croissance semble avoir atteint un point bas en 2023 (+0,4 %) et pourrait atteindre +0,8 % en 2024, puis +1,2 % en 2025 si la consommation repart, en lien avec la progression des salaires réels et le desserrement de la contrainte monétaire, qui devrait relancer l'investissement.

Le 17 octobre d'ailleurs, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, réuni à Ljubljana, a décidé d'abaisser l'ensemble des taux directeurs de 0,25 point de base (le taux de dépôt passe à 3,25 %), une décision motivée à la fois par la baisse de l'inflation et par de mauvaises perspectives de croissance. D'un côté en effet, l'inflation s'est élevée à +1,7 % dans la zone euro en septembre, son niveau le plus bas depuis avril 2021. De l'autre la BCE constate que l'activité économique est plus faible qu'attendu. La consommation des ménages, notamment, a baissé, contrairement aux attentes, en dépit d'une hausse des revenus au 2ème trimestre.

Les projections du FMI	Croissance (yoy, en %)		Inflation (yoy, en %)	
	2024	2025	2024	2025
Zone euro	**0,8**	**1,2**	**2,4**	**2,0**
Allemagne	**0,0**	**0,8**	**2,4**	**2,0**
Autriche	**-0,6**	**1,1**	**3,0**	**2,5**
Croatie	**3,4**	**2,9**	**4,0**	**2,8**
Slovénie	**1,5**	**2,6**	**2,0**	**2,7**

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

-3,7 %

Le déficit public prévu par les prévisionnistes pour l'année 2024

Zoom sur…

Après avoir consulté les chefs des partis politiques représentés au Parlement (chambre basse), le Président fédéral Alexander Van der Bellen, constatant l'impossibilité pour le parti d'extrême-droite FPÖ, vainqueur des élections du 29 septembre, de réussir à constituer un gouvernement de coalition doté d'une majorité parlementaire, a finalement demandé au chancelier démissionnaire et chef du parti conservateur, Karl Nehammer, d'entamer des négociations avec un voire deux autres partis en vue de former une coalition stable et doter l'Autriche d'un gouvernement s'appuyant sur une majorité. Des discussions sont en cours entre les conservateurs et les sociaux-démocrates.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Le déficit public autrichien se creuse sur fond de récession

Les deux instituts de conjoncture autrichiens Wifo (Institut de recherche économique) et IHS (Institut des hautes recherches économiques) ont revu leurs projections économiques pour 2024 et 2025 : l'Autriche restera en récession cette année, la croissance ne repartant que faiblement en 2025 à environ +1 %. Le déficit budgétaire devrait s'aggraver pour atteindre 3,7 %

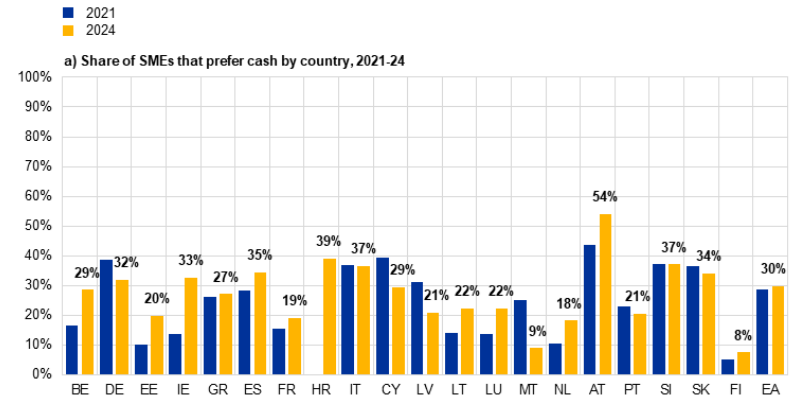
du PIB cette année et 4,0 % en 2025. Les économistes reconnaissent avoir sous-estimé l'impact de la crise inflationniste sur la demande et la dépendance de l'industrie autrichienne vis-à-vis de l'Allemagne. Ils recommandent plusieurs actions à court terme comme la suppression de la prime Climat, ou à plus long terme un rehaussement de l'âge légal de la retraite jusqu'à 67 ans, dans le but notamment de rétablir la compétitivité de l'Autriche, mise à mal par des coûts salariaux en nette progression après les revalorisations de fin 2023.

Inondations de la mi-septembre

Les premières estimations des dommages occasionnés par les importantes inondations de septembre 2024 font état d'un volume de 1,3 Mrd EUR, se décomposant en 700 M EUR pour les ménages et 600 M EUR pour les entreprises. Les sinistres constatés dans le secteur agricole sont évalués à 1,4 M EUR. Les dommages subis par les infrastructures ferroviaires ne sont pas inclus dans cette première estimation, les opérations de déblaiement et de nettoyage n'étant pas encore terminées. A partir de l'enveloppe de 10 Mrd EUR mise en place par l'Union européenne à partir du fonds de cohésion, l'Autriche pourra recourir à une aide rapide de 500 M EUR, sans cofinancement.

Finances

Share of companies that prefer being paid in cash



La Banque centrale européenne BCE vient de publier son rapport intitulé « *Companies' Survey on Cash in 2024* » qui porte sur l'acceptation des espèces de la part des entreprises dans les pays de la zone euro. Pour l'Autriche, il ressort que 54 % des PME préfèrent des paiements en espèces contre 30 % des PME en zone euro (EA, Euro Area), suivies par la Croatie (39 %) et la Slovénie (37 %). On note d'ailleurs, que, depuis 2021, la préférence pour les espèces a augmenté dans quatorze des 20 pays de la zone euro.

Echanges

Après avoir stagné en 2022, les investissements directs étrangers (IDE) en Autriche et les investissements directs autrichiens à l'étranger ont retrouvé le chemin de la croissance en 2023. Le stock sortant de l'Autriche augmente de 12 Mrd EUR dont 3,3 Mrd EUR pour les opérations en capital, pour atteindre 255 Mrd EUR (soit 54 % du PIB), tandis que le stock entrant progresse de 10 Mrd EUR dont 2,4 Mrd EUR pour les opérations en capital, pour atteindre 198 Mrd EUR (soit 42 % du PIB). L'Allemagne reste de loin le partenaire numéro un de l'Autriche pour les investissements dans les deux sens. La France gagne une place pour devenir le 8ème investisseur en Autriche.

Politique économique et sociale

L'automne est toujours synonyme de négociations salariales entre les partenaires sociaux (Chambre fédérale de l'économie WKO et confédération syndicale ÖGB) pour réviser les quelque 800 conventions collectives et accords de branche. Contrairement aux années précédentes, le secteur de la métallurgie et de la sidérurgie (près de 200 000 salariés) connaît déjà l'issue des négociations, puisqu'un accord avait été trouvé l'an passé pour deux ans. Au 1er novembre 2024, les salaires du secteur progresseront donc de l'inflation glissante, majorée d'un point, soit au total +4,8 %. Le salaire minimum mensuel du secteur atteindra donc 2 518,43 EUR bruts. La clause de compétitivité qui avait été actée fin 2024 restera en vigueur en 2025 en

permettant sous conditions de moduler la revalorisation en échange de temps libre ou du versement d'une prime unique.

Le secteur des systèmes d'informations, ayant également conclu l'an dernier un accord pour deux ans, verra les salaires progresser de 3,7 %.

A partir du 1er octobre 2024, après seulement trois séances de négociations, les salariés de l'industrie brassicole verront leurs rémunérations et accessoires progresser de 3,9 %.

Veille sectorielle

Secteur financier

Face aux inondations importantes, l'autorité de surveillance des marchés financiers FMA précise que l'ordonnance portant sur les règles en matière de crédits immobiliers (*KIM-Verordnung*), en vigueur depuis le 1er août 2022, ne s'applique pas aux crédits accordés pour la réparation des dégâts causés par la catastrophe sur les résidences principales. Pour rappel, l'ordonnance KIM-V prévoit :

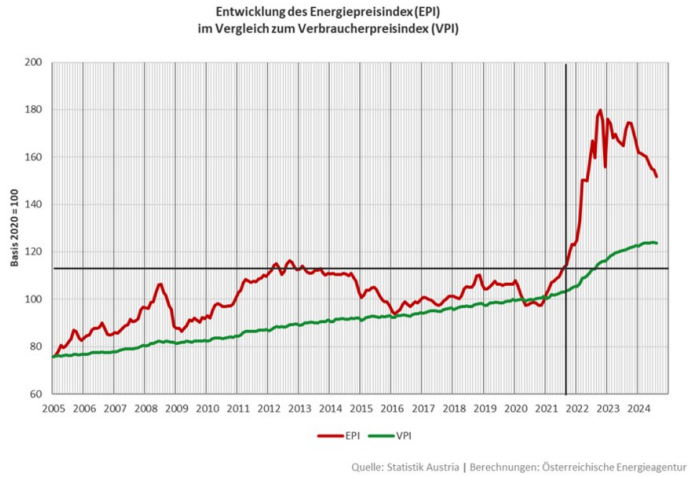
- Une part minimale de fonds propres à hauteur de 20 % (y compris les frais annexes) ;
- La mensualité de crédit ne peut pas excéder 40 % du revenu mensuel net disponible du ménage ;
- La durée maximale de remboursement est limitée à 35 ans.

Industrie

Le ministère de la Protection du climat vient de publier son rapport sur les aides accordées en vertu de la loi sur la compensation des coûts de l'électricité (SAG 2022, « *Strompreiskosten-Ausgleichsgesetz* »). L'Autriche avait mis en place ce dispositif pour l'année 2022 afin de compenser les coûts élevés de l'électricité pour les entreprises à forte consommation d'énergie dans certains secteurs. L'aide accordée aux entreprises devait couvrir jusqu'à 75 % des coûts indirects de CO_2 effectivement encourus en 2022. Il en ressort que la SAG 2022 a permis de soutenir 44 entreprises avec 76 installations dans 27 (sous-)secteurs. Au total, le montant des aides accordées et versées s'élevait à quelque 185 M EUR. 37 entreprises ont reçu une aide de 500 000 EUR ou plus dont 35 M EUR pour le sidérurgiste voestalpine ainsi que 16 M EUR et 13 M EUR respectivement pour les producteurs de papier et carton Sappi Austria et Laakirchen Papier. Par ailleurs, en 2022, le prix de l'électricité pour l'industrie autrichienne était de 20,4 centimes/kWh dont 4,7 centimes pour impôts et taxes, 3,7 centimes pour les coûts de réseau et 12,0 centimes pour l'énergie et l'approvisionnement.

Energie et environnement

L'indice du prix de l'énergie (EPI, *Energiepreisindex*) élaboré par l'agence de l'énergie (*Österreichische Energieagentur*) a poursuivi sa descente en juillet 2024 pour le dixième mois consécutif, reculant depuis son niveau le plus élevé en octobre 2022 de 14 %, mais dépassant toujours le niveau d'avant-crise (septembre 2021), de 35,1 %.



En glissement annuel, l'EPI s'est inscrit en repli de 6,1 %. Le plus gros renchérissement par rapport au niveau d'avant-crise est enregistré pour le gaz (+125,2 %) et le chauffage urbain (+75 %) sachant que ce dernier est majoritairement alimenté par le gaz. Ce développement s'explique par l'absence de mesures de plafonnement pour le prix de gaz.

Agriculture

Bras de fer entre le secteur laitier et le principal distributeur en Autriche

Après plusieurs séances de négociations infructueuses entre la deuxième laiterie autrichienne NÖM (*Niederösterreichische Molkerei AG*), détenue à hauteur de 65 % par le groupe bancaire Raiffeisen et de 35 % par la coopérative laitière de Basse -Autriche MGN (représentant 2 200 producteurs laitiers) et le groupe de distribution *Spar Österreich* (36,8 % de parts de marché, CA 10 Mrd EUR, 52 000 salariés en Autriche) quant à une hausse de prix de 0,01 EUR à partir du 1er novembre, la laiterie a décidé d'interrompre les livraisons de ses produits aux supermarchés du groupe. La laiterie se tourne dorénavant vers plus d'export, espérant toutefois qu'un accord sera encore possible. De son côté, la branche régionale du principal syndicat agricole, le Bauernbund, évoque la possibilité d'engager une action en justice contre le groupe de distributrion.

L'Autriche touchée par plusieurs épizooties

A l'instar de nombreux pays voisins, l'Autriche voit son secteur agricole touché par plusieurs foyers de maladies touchant les élevages comme la fièvre catarrhale ovine (sérotypes 3 et 4), la grippe aviaire (H5N1) qui a été de nouveau détectée début octobre en Haute-Autriche et en Styrie sur des oiseaux sauvages mais également dans des élevages (poulet, canard, dinde). Depuis le 1er janvier 2024, quelque 8 tonnes de viande et de produits carnés, importés illégalement en Autriche depuis la Moldavie ou les Balkans occidentaux, ont été saisis par les Douanes autrichiennes en raison des risques de propagation de la peste porcine africaine (PPA).

Relations bilatérales

Selon les chiffres publiés par l'institut national de la statistique, *Statistik Austria*, en octobre 2024 et portant sur l'année 2022, le nombre de filiales d'entreprises françaises présentes en Autriche s'élève à 296 contre 283 en 2021, employant 27 839 personnes (+2 516) pour un CA de 10,2 Mrd EUR (+2,3 Mrd EUR). Les entreprises françaises représentent 2,3 % (-0,1 point) des entreprises étrangères en Autriche (6ème place) et sont au 6ème rang en termes d'emplois. *Statistik Austria* chiffre à 192 le nombre d'entreprises autrichiennes présentes en France en 2022 contre 180 en 2021, employant 16 378 personnes (+2 987) et dégageant un CA de 7 Mrd EUR (+1 Mrd EUR). Les entreprises autrichiennes en France représentent 2,5 % des entreprises autrichiennes à l'étranger.

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

+1,5 %

Prévisions de croissance du PIB par FMI pour 2024

Zoom sur…

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB de la Slovénie, prévoyant une augmentation de 1,5 % cette année, soit une baisse d'un demi-point par rapport aux prévisions initiales, avant de rebondir à 2,6 % en 2025, soit 0,1 point de plus que prévu au printemps. Le FMI prévoit que la croissance annuelle des prix à la consommation sera de 2 % cette année et s'accélérera à 2,7 % en 2025.

Comparaison des différents prévisionnistes : La croissance du PIB en Slovénie (en %)

	2024	2025	2026
FMI (octobre 2024)	1,5	2,6	
IMAD (septembre 2024)	1,5	2,4	2,5
BERD (septembre 2024)	1,5	2,6	
Banque de Slovénie (juin 2024)	2,5	2,6	
Commission européenne (mai 2024)	2,3	2,6	
OCDE (mai 2024)	2,3	2,7	

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Selon les derniers chiffres de l'Office des statistiques, les finances publiques de la Slovénie se sont légèrement améliorées au cours du deuxième trimestre de l'année. Le déficit des administrations publiques s'est établi à 2,3 % du PIB, contre 2,6 % il y a un an. La dette publique a diminué de 0,4 point pour atteindre 69,6 % du PIB.

Le taux d'inflation annuel en Slovénie a continué à baisser, atteignant 0,6 % en septembre 2024, deuxième mois consécutif où le taux d'inflation est inférieur à 1 %.

Finances

Le gouvernement slovène a soumis ses projets de plan budgétaire à la Commission européenne, prévoyant pour 2025 des recettes de l'ordre de 15,2 Mrd EUR et des dépenses de 17,1 Mrd EUR. Par rapport au budget 2025 adopté l'année dernière (la préparation budgétaire en Slovénie est biannuelle), les recettes augmentent de 4,6 % et les dépenses de 8 %. Le déficit budgétaire prévu est donc de 1,9 Mrd EUR, soit 2,6 % du PIB. En revanche, le gouvernement prévoit pour 2026 un déficit budgétaire inférieur à celui de 2025, s'élevant à 1,2 Mrd EUR, soit 1,6 % du PIB.

Le Parlement européen a donné son feu vert le 10 octobre pour l'allocation de 428 M EUR du Fonds de solidarité de l'UE à la Slovénie à des fins de reconstruction suite aux inondations d'août 2023. Un déboursement de 328 M EUR est prévu pour la fin de l'année, alors que la Slovénie a déjà reçu une avance de 100 M EUR en décembre 2023.

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, a présenté la Slovénie comme un exemple pour l'Europe sur la manière de surmonter les défis, lors d'un dîner organisé par la Banque de Slovénie, en marge du Conseil des gouverneurs de la BCE qui s'est tenue le 17 octobre 2024 à Brdo pri Kranju en Slovénie.

Politique économique et sociale

L'Assemblée nationale slovène a voté le 24 octobre 2024 la loi relative au système de rémunération du secteur public. La nouvelle convention collective du secteur public signée par les représentants du gouvernement et des syndicats constitue une étape importante pour l'entrée en vigueur du nouveau système de rémunération le 1er janvier 2025. L'État devrait

dépenser un peu moins de 1,4 Mrd EUR sur trois ans pour augmenter les revenus de quelque 190 000 employés du secteur public, soit un peu plus de 350 M EUR par an.

Veille sectorielle

Industrie

Les représentants du gouvernement et de l'industrie automobile se sont mis d'accord le 18 octobre 2024 sur des mesures visant à aider le secteur automobile. L'Etat prévoit de doubler en cinq ans les 200 M EUR de subventions publiques que le gouvernement s'est engagé à fournir en mai 2023 pour l'initiative de l'industrie automobile GREMO - *GREen MObility* (l'initiative compte également sur les fonds de l'UE). Établie en 2021, l'initiative GREMO promeut la transformation verte et numérique de l'industrie automobile.

Transports

L'aéroport de Ljubljana proposera aux passagers moins de destinations en hiver au départ de Ljubljana : 16 lignes régulières exploitées par 14 compagnies aériennes. C'est moins que les 18 destinations de l'hiver dernier, mais il y aura plus de vols vers Munich et Zurich, les principales plaques tournantes pour les voyageurs slovènes. L'horaire d'hiver commence le 27 novembre et dure jusqu'au 29 mars.

Energie et environnement

Suite à la proposition du parti d'opposition SDS d'annuler le vote référendaire prévu le 24 novembre 2024 sur la construction du NEK 2 (2ème réacteur de la Centrale nucléaire Krsko), les partis de la coalition (GS, SD et Levica) ont décidé d'annuler cette consultation en raison de l'insuffisance d'information dont disposait le public sur le projet. Selon B. Kumer, ministre de l'environnement, du climat et de l'énergie, le gouvernement va maintenant revenir à son plan initial, à savoir préparer un projet de loi sur NEK 2 en novembre 2024.

Les travaux de construction d'une installation nucléaire comprenant un silo de stockage des déchets faiblement et moyennement radioactifs ont commencé le 1er octobre 2024 à Vrbina près de Krško. Cette nouvelle infrastructure comprendra une installation de services technologiques et administratifs et un hall au-dessus du silo. La construction de l'installation, qui coûtera 93 M EUR, devrait être achevée en 2027, date à laquelle la décharge commencera à fonctionner à titre expérimental.

La 10e session de la réunion des parties à la Convention sur l'eau s'est tenue entre les 23 et 25 octobre 2024 à Ljubljana, concentrée sur la coopération transfrontalière pour la résilience climatique. La Slovénie assumera pendant trois ans la présidence du Bureau de la Convention sur l'eau, l'organe exécutif suprême de la Convention. Le bureau, composé de 12 membres, sera présidé par Aleš Bizjak, du ministère des ressources naturelles et de l'aménagement du territoire.

Tourisme

Le van Twin produit par Adria Mobil à Novo mesto (filiale de Trigano) fait depuis longtemps partie des vans de camping aménagés les plus recherchés. Sa nouvelle gamme, qui a été présentée en première mondiale au salon de la caravane de Düsseldorf en août de cette année, a obtenu le « German Design Award 2025 ».

Agriculture

A l'occasion du Festival du fromage qui a eu lieu le 8 octobre 2024 à Brdo pri Kranju en Slovénie, l'Association des fromagers fermiers slovènes a remis une distinction honorifique au Ministère français de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, pour sa contribution au développement de la production du fromage fermier.

Croatie

Le chiffre du mois à retenir

+3,4 %

Croissance pour 2024 selon le FMI

Zoom sur…

Dans son rapport d'automne sur les Perspectives économiques mondiales publié le 22 octobre, le FMI réévalue à la hausse ses prévisions de croissance pour la Croatie à 3,4 % en 2024, largement au-dessus de la moyenne de la zone euro (0,8 %). Cette tendance devrait se confirmer en 2025, avec un léger infléchissement à 2,9 %.

Avec l'augmentation annoncée des prix de l'énergie pour le dernier trimestre 2024 (fin des aides de l'Etat), le FMI considère que l'inflation devrait se maintenir à 4 % sur l'ensemble de l'année avant de revenir à 2,8 % en 2025. Le taux de chômage reste pour sa part stable à 5,6 % en 2024 et 5,5 % en 2025.

Prévisions des principaux indicateurs économiques

En %	2023	2024	2025
Croissance	3,1	3,4	2,9
Inflation	8,4	4,0	2,8
Chômage	6,2	5,6	5,5
Balance des comptes courants	1,1	1,5	0,9

Source : FMI

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

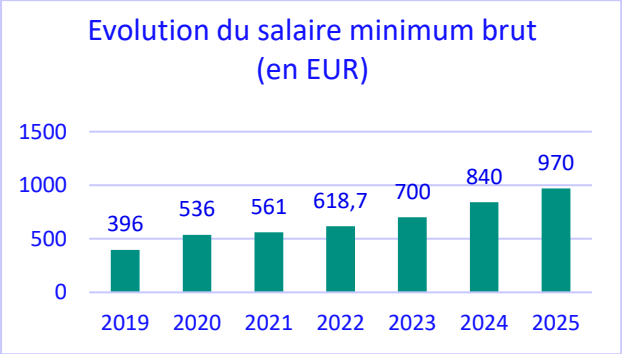
Le collectif budgétaire maintient un déficit à 2,6 % pour 2024.

Le gouvernement a présenté le 4 octobre sa révision budgétaire pour 2024 avec un déficit maintenu à -2,6 % grâce à la hausse des recettes (à 30,3 Mrd EUR soit + 6,4 %) principalement tirée par la consommation et la bonne saison touristique. Les dépenses (33,6 Mrd EUR) enregistrent +3 % pour couvrir, entre autres, le coût des compensations versées à l'électricien national HEP (604 M EUR) pour couvrir le prix subventionné de l'électricité facturé aux ménages, et les augmentations de salaires dans la fonction publique (574 M EUR). La dette publique/PIB devrait, pour la première fois depuis 2010, tomber en dessous de 60 %, atteignant 58,9 %. La Croatie devrait ainsi être le bon élève de la zone Euro et revenir dès 2024 dans les critères de Maastricht en matière de finances publiques.

Finances

Augmentation du salaire minimum de 15,5 % au 1er janvier 2025

Lors du Conseil des ministres du 24 octobre, le gouvernement a acté une augmentation du salaire minimum qui passera de 840 € à 970 EUR brut à compter du 1er janvier 2025. Toutefois, les syndicats estiment que cette augmentation de 15,5 % n'améliorera pas le pouvoir d'achat des travailleurs les plus précaires et ne compensera pas la hausse attendue des prix de l'énergie et de l'alimentation. Pour leur part, les employeurs mettent en garde contre une augmentation significative de leurs coûts salariaux (+92 % sur les 5 dernières années) qui pourrait à terme avoir des conséquences négatives sur l'emploi. Actuellement, environ 15 % des travailleurs touchent un salaire inférieur au nouveau montant proposé, ce qui représente environ 260 000 personnes. Le HUP (fédération des employeurs) suggère que les futurs ajustements du salaire minimum se basent sur la productivité de l'économie nationale pour prévenir le risque inflationniste et maintenir la compétitivité de l'industrie.



En réponse à ces inquiétudes, le gouvernement prévoit de mettre en place des mesures compensatoires par l'intermédiaire du Service croate de l'emploi, sur les trois premiers mois de 2025. Celles-ci seront définies dans les semaines à venir avec les partenaires sociaux.

Un cadre stratégique pour le développement des marchés de capitaux dans la région

Lors de la conférence croato-slovène « ***Marchés des capitaux 2024 : l'avenir de l'épargne et des investissements*** » du 9 octobre dernier, le ministre croate des Finances Marko Primorac a présenté ses ambitions pour le développement des marchés de capitaux. Le gouvernement croate s'engage ainsi en faveur d'une plus forte intégration des marchés de capitaux de la région, en particulier des marchés croates et slovènes avec la création d'un index commun et avec une ambition plus large à terme avec d'autres états membres à l'instar du modèle des pays Baltes. La bourse de Zagreb a entamé une consolidation à l'échelle régionale en reprenant la bourse de Ljubljana en 2015 et a acquis 30% de la bourse de Macédoine à Skopje. L'accent sera également mis sur la numérisation du secteur et une amélioration des échanges d'informations tant avec les régulateurs qu'avec l'industrie.

Un important travail de communication doit également être fait pour développer une culture de l'investissement auprès du grand public croate. Ces deux dernières années, plus de 150 000 citoyens ont participé à 2 émissions d'obligations d'État et à 4 séries de souscriptions de bons du Trésor amenant la part des petits investisseurs dans la dette publique à près de 10 %.

Présentation des orientations du Plan national pour le logement à l'horizon 2030

En Croatie, 40 % du parc immobilier (soit près de 958 000 appartements) reste vacant alors qu'il existe un besoin de plus de 230 000 logements. De plus, ces dernières années ont été marquées par une forte augmentation des prix de l'immobilier et des loyers, avec une demande supérieure à l'offre (près d'un tiers de la population croate vit dans la région de la capitale, Zagreb).

Les trois objectifs du plan national (un logement abordable, un logement durable et la conversion de biens détenus par l'Etat en logements) devraient être atteints grâce à quatre leviers : financier, fiscal, foncier et écologique-énergétique. Il s'agira notamment de mobiliser les biens immobiliers vacants par le biais de mesures fiscales ainsi que de promouvoir la location à long terme (contre la location courte durée privilégiée au cours de la saison touristique).

La mise en œuvre de ce plan est estimée à 1,2 Mrd EUR. Le document sera soumis à une consultation publique dans les semaines à venir.

Veille sectorielle

Industrie

La première phase du Campus Rimac, nouveau siège du groupe automobile Rimac a été inaugurée le 17 octobre. Ce campus comprend une usine de production de 75 000 m², sur un total à construire de 100 000 m² pour l'ensemble du site. L'investissement total s'élèvera à plus de 300 M EUR. Le campus abritera le développement des hypercars électriques de Bugatti Rimac ainsi que la R&D et la production de Rimac Technology. En outre, le campus accueillera la future production de systèmes de propulsion électrique et de batteries pour BMW et 2 autres entreprises allemandes. Rimac est spécialisé dans la conception, l'ingénierie, et la production d'hypercars électriques et de composants de véhicules électriques de haute performance pour l'industrie automobile mondiale. L'entreprise a racheté en novembre 2021 55 % des parts de la marque Bugatti dont le siège et les usines sont à Molsheim en France.

Transports

Suspension des activités du port de Ploče

Suite aux dégâts causés sur les infrastructures ferroviaires en Bosnie-Herzégovine par les importantes inondations de ces dernières semaines, le gestionnaire du port de Ploče « Luka Ploče » a dû suspendre ses activités. Luka Ploče est le deuxième port maritime de marchandises en Croatie et dessert principalement la Bosnie-Herzégovine par voie ferrée (Ploče-Sarajevo) et par le corridor routier Vc (Ploče-Sarajevo-Budapest). En raison de l'ampleur des dégâts, aucune date n'a été annoncée pour la reprise du trafic ferroviaire vers la Bosnie-Herzégovine.

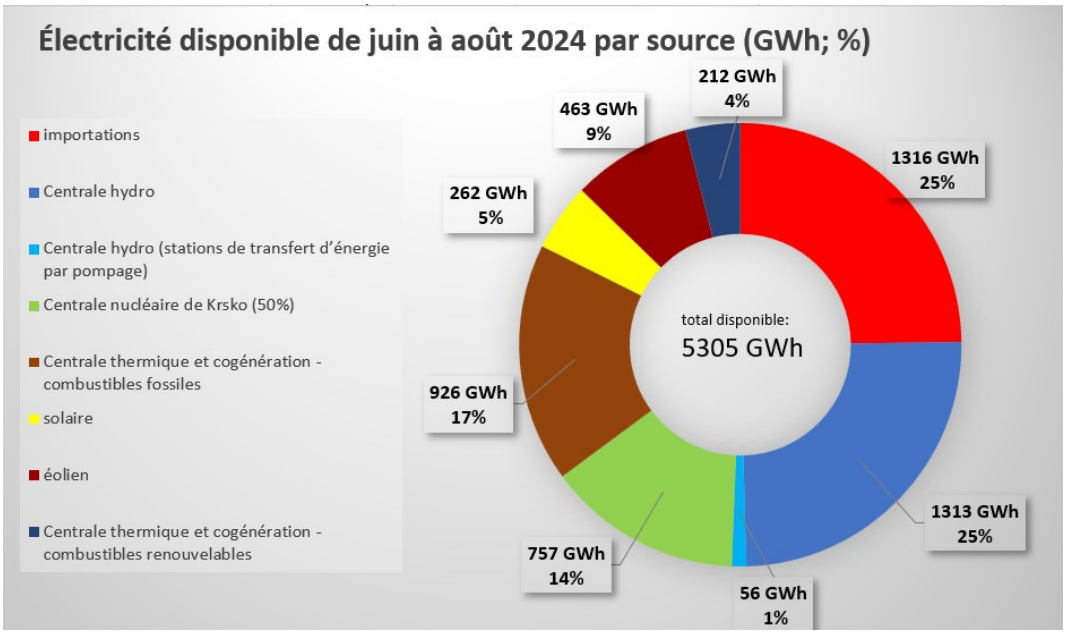
Zadar, premier aéroport vert

L'aéroport de Zadar est désormais le premier aéroport « vert » de Croatie, grâce à la mise en œuvre d'un projet d'électrification et de verdissement du système de gestion de l'aéroport, utilisant des sources d'énergies renouvelables. L'aéroport de Zadar a pu ainsi diminuer ses émissions de CO_2 de 47,52 %. Ces aménagements, d'un coût total de 16,3 M EUR (dont 9,3 M EUR issus du Plan de relance et de résilience croate), s'inscrivent dans un projet plus large de modernisation de l'aéroport (160 M EUR) qui prévoit la construction d'un nouveau terminal passagers, l'agrandissement du parc de stationnement et l'allongement de la piste. L'aéroport de Zadar a accueilli 1,5 million de passagers sur les 8 premiers mois de l'année 2024.

Energie et environnement

La société Hrvatska elektroprivreda d.d. (HEP) a signé des accords de financement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour 31,62 M EUR, et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 30,38 M EUR, pour le projet de construction de la centrale solaire de Korlat. Le gouvernement croate fournira une garantie souveraine qui couvre 80 % de la valeur totale des prêts accordés. Korlat sera le plus grand projet de centrale solaire en Croatie avec une puissance installée de 99 MW et une capacité de raccordement limitée à 75 MW. La centrale devrait produire environ 165 M kWh d'électricité verte chaque année, et permettra d'alimenter environ 50 000 foyers. La centrale solaire et le parc éolien existant, opérationnel depuis 2021, formeront un parc énergétique hybride renouvelable. Les travaux devraient débuter au cours du premier trimestre 2025, avec une mise en service envisagée courant 2026.

Selon les dernières données fournies par l'association croate des énergies renouvelables (OEIH), la Croatie a rencontré d'importants défis pour son approvisionnement énergétique entre juin et août 2024 (pic de la saison touristique). La production totale d'électricité a été de 3 989 GWh pour faire face à une consommation de 5 305 GWh. Le total des importations d'électricité a ainsi atteint 1 316 GWh, soit 25 % de l'électricité consommée. Durant cette période, les sources d'énergie renouvelable ont couvert en moyenne 44 % de la consommation totale d'électricité, avec une contribution de 26 % des centrales hydroélectriques et 18 % des autres sources renouvelables.



Source : OIEH

Tourisme

Selon les données de la Banque centrale croate (HNB), les revenus générés par les touristes étrangers au 1er semestre de cette année ont atteint 4,13 Mrd EUR, soit + 7,5 % par rapport à la même période en 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne
Rédaction : SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)
Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)
SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 30/10/2024